

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-106-PC

Marseille, le **125 JUIN 2025**

**Arrêté n°2025-106-PC portant prescriptions complémentaires et
modifiant l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 autorisant la société SEMAG
à exploiter les activités de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.511-9 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux ISDND ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 portant prescriptions complémentaires à la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 12 mai 2025 relatif à sa visite du 17 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société SEMAG est régulièrement autorisée à exploiter une ISDND au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

CONSIDÉRANT que depuis 2023, les riverains se plaignent de nuisances olfactives autour de l'installation, notamment à la suite d'épisodes pluvieux ou en période de forte chaleur ;

CONSIDÉRANT que dans ce contexte, l'inspection de l'environnement a procédé le 17 décembre 2024 à une visite du site au cours de laquelle elle a constaté les faits suivants :

- l'exploitant a mis en place un plan d'actions visant à réduire les nuisances olfactives concernant :
 - l'apport de déchets par la limitation de la réception de déchets fermentescibles, le recouvrement journalier des déchets, la réduction au maximum des superficies exploitées... ;
 - la gestion des lixiviats par l'aération continue des bassins ;
 - la gestion du biogaz par un suivi renforcé des réglages du réseau, une maintenance curative des équipements critiques, la réalisation de relevés d'émanations gazeuses tous les 3 mois par une société spécialisée et un plan d'actions associé ;
- les derniers résultats des cartographies des émanations diffuses de méthane mettent en avant plusieurs zones d'émissions fugitives de biogaz susceptibles d'être à l'origine des plaintes susmentionnées ;

CONSIDÉRANT de plus, que dans la dernière demande d'autorisation d'exploiter de 2006, sollicitée par l'exploitant pour un tonnage annuel de 50 000 tonnes, il a été modélisé pour 2030, soit 22 ans après la mise en exploitation du site, une production de biogaz capté comprise entre 500 à 735 Nm³/h ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 a autorisé une augmentation du tonnage annuel à 53 000 tonnes, lors de la mise en œuvre du second casier ;

CONSIDÉRANT que selon le compte-rendu d'exploitation du mois de novembre 2024 de la société DALKIA, prestataire pour la gestion du biogaz, la production de biogaz capté est de 354 Nm³/h ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des nuisances olfactives fortement ressenties par les riverains aux abords de l'installation de stockage, l'exploitant doit en rechercher les causes ;

CONSIDÉRANT que le réseau de captation du biogaz doit être conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz induit par l'ISDND ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient de mener des investigations sur le réseau de captation du biogaz par la réalisation d'un bilan de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que les dangers et les inconvénients de l'installation doivent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 susvisé, pour prendre en compte notamment les nouvelles valeurs limites de concentration et des limitations en flux journaliers des polluants dans les rejets atmosphériques du moteur de valorisation du biogaz ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 28 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT l'absence de transmission d'observations à l'expiration du délai de 15 jours à compter de la date de notification du projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société SEMAG, sise pôle d'activités Yvon Morandat, 1480 avenue d'Arménie 13120 Gardanne, dont le siège social est situé à l'hôtel de ville à Gardanne, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter l'ISDND au lieu-dit « La Malespine », route départementale 46 A sur le territoire de la commune de Gardanne.

Article 2 – Article modifié : rubriques des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Désignation des installations	Rubriques ICPE	Régime	Volume d'activité
Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	2760-2	A	53 000 tonnes par an de déchets ménagers et assimilés
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	3540	A	
Carrières (exploitation de): 3. Affouillements du sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes par an	2510-3	A	Affouillement et déroctage d'environ 150 000 m ³ de matériaux

Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW	2910-B1	E	Puissance thermique nominale = 3,7 MW
---	---------	---	---------------------------------------

Article 3 – Nouvelles prescriptions : émissions diffuses

L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place, tous les trimestres.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 3 mois.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte chaque trimestre :

- la cartographie trimestrielle ;
- la nature des actions correctives et des réparations des fuites liées ;
- le volume trimestriel de biogaz capté.

Les résultats des cartographies sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des émissions fugitives constatées (érosion, tassement, défaut d'étanchéité,...) ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées chaque trimestre.

Si l'évolution des données indique une diminution substantielle des émissions fugitives corrélée à une diminution des plaintes du voisinage alors la fréquence de réalisation des cartographies peut être adaptée, en accord avec l'inspection des installations classées.

Article 4 – Nouvelles prescriptions : bilan de fonctionnement du réseau biogaz

L'exploitant réalise un bilan de fonctionnement de son réseau de captation de biogaz, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ce bilan comporte les informations suivantes :

- le détail des volumes annuels de biogaz capté depuis mars 2011 pour l'ensemble du site en précisant leur origine (soit ancien casier ou casier en exploitation) ;
- le tonnage cumulé pour chaque année des déchets stockés depuis mars 2011 ;
- l'évolution chronologique du réseau de captage du biogaz (incluant la pose de drains et forage de puits) ;
- l'évolution chronologique des surfaces recouvertes sur le casier en exploitation (en précisant la nature des couvertures, soit provisoire ou définitive), et préciser pour chaque couverture la structure posée et la topographie ;
- l'évolution et les caractéristiques des équipements de valorisation ou de destruction du biogaz depuis 2008 ;
- la nature des déchets stockés depuis 2011 et l'évolution éventuelle de la typologie des déchets réceptionnés ;

- la production du volume de biogaz par tonne de déchet depuis 2011 en Nm³/tonne ;
- des données sur le type de maintenance du réseau (préventive et curative) et le recueil des dysfonctionnements constatés en lien avec les épisodes de plaintes odeurs.

L'exploitant doit analyser et transmettre :

- une comparaison des volumes de biogaz capté à ce jour par rapport aux évaluations de l'étude d'ANTEA (annexe 5B du dernier dossier de demande d'exploitation de l'année 2006) ;
- une estimation détaillée du pourcentage de biogaz capté en moyenne annuelle ;
- un bilan sur les 3 dernières années portant sur l'évolution des volumes de biogaz captés chaque trimestre en corrélation avec les cartographies et actions correctives liées aux émanations diffuses de méthane ;
- un bilan sur les rejets diffus de méthane détectés par rapport aux types de couvertures du casier en exploitation (provisoire ou définitive, emplacement : digue, dôme, pied de digue...) et par rapport à l'évolution du réseau de captage du biogaz ;
- un diagnostic de fonctionnement du réseau biogaz (valeurs nominales d'exploitation / caractéristiques attendues, pilotage réactif en cas de dérive des paramètres, notamment au travers du suivi des mesures de débit, de pressions et de concentrations).

Conclusion :

- l'exploitant conclut sur la capacité de son réseau à traiter avec efficience la totalité du volume de biogaz produit par les déchets, à ce jour et ce jusqu'à fin 2028.

Cette conclusion est argumentée par des données chiffrées et porte sur la conception du réseau, son dimensionnement et de sa conduite, notamment au regard du tonnage annuel autorisé de 53 000 tonnes depuis 2011.

L'exploitant détaille également les possibilités d'améliorations du réseau visant à capter plus de biogaz et notamment lors de prévoyance de conditions météorologiques connues qui engendrent des odeurs. Il présente et détaille le fonctionnement de l'installation en cas de panne de courant.

Article 5 – Article modifié : valeurs limites des concentrations et flux de polluants dans les rejets atmosphériques

Les dispositions des articles 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 susvisé sont remplacées, pour le rejet du moteur de valorisation, par les dispositions suivantes :

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit moteur biogaz
concentration en O ₂ (%)	15
poussières	18,75
SO ₂	60
NO _x	190
CO	450

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit moteur biogaz
COVNM	18,75
dioxines et furannes	0,0375 ng/Nm ³
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As+Se+Te)
plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 pour la somme des métaux
HAP	0,1
formaldéhyde	15

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux en kg/j	Conduit moteur biogaz
SO ₂	4,51
NO _x	14,3
CO	33,86
COVNM	1,41
dioxines et furannes	2,82.10 ⁻⁶
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	3,762.10 ⁻³ par métal et 7,524.10 ⁻³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	0,08
plomb (Pb) et ses composés	0,08
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	1,5
HAP	7,524.10 ⁻³
formaldéhyde	1,13

Article 6 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gardanne et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 8 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le maire de Gardanne,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

